Bulletin Œcuménique
Paraît 8 fois par an
Novembre

N° 7
1993

Interrogation

Quand des mains se rencontrent...

Bernard Bavaud

Il est des moments symboliques de l'histoire des hommes qui nous plongent dans l'espérance.

Les mains réunies d'Arafat, le Palestinien et de Rabin, le Juif, nous ont rempli d'émotion. Quand deux adversaires, jusque-là irréductibles, se donnent la main pour construire l'avenir pacifique de deux peuples, on ne peut faire la petite bouche. Des larmes de joie ont coulé spontanément sur des visages en Palestine et en Israël. Les visages de celles et ceux qui, dans l'ombre, ont préparé les pas de cette première rencontre.

Certes, la route vers la réconciliation totale reste semée d'embûches. N'empêche, savourons pleinement le moment présent et travaillons tous à l'achèvement concret du symbole du 13 septembre.

Il y a quelques années, lors d'une retraite à Taizé, haut lieu oecuménique et fruit aussi de la réconciliation franco-allemande, je lisais le beau livre d'Elias Chacour «Frères de sang». Premier Palestinien à enseigner à l'Université hébraïque de Jérusalem. Elias Chacour, prêtre melchite, a assisté, dans son enfance, à la destruction de son village par les soldats israéliens. Il raconte, avec beaucoup de délicatesse et de révolte mêlée, la stupéfaction de son père qui avait toujours eu de bons rapports avec les Juifs. «Comment mes amis juifs peuvent-ils nous faire çà?»

Devenu apôtre de la non-violence, tout en revendiquant fièrement les droits des Palestiniens, Elias Chacour, devait être heureux devant sa télévision l'autre jour! Je pense à lui, comme aux Juifs du mouvement «La paix, maintenant». Comme à tous ceux qui durant six mois, dans la petite Norvège, préparaient inlassablement les premiers accords.

Il faut qu'ils réussissent! Quand des juifs et des musulmans se rencontrent et se réconcilient, comment les chrétiens pourraient-ils se croiser les bras? Quelque part en Palestine, quelque part en Israël, des gens commencent à se parler. Quelque chose de très beau a commencé de naître...

?
N° 7
1993
chrétiens aujourd'hui

L'Homo Sapiens

par Régina Mustieles

L'«homo sapiens» a pour caractéristique principale de marcher debout, d'avoir un langage articulé et un grand cerveau (par rapport aux autres animaux).
Vous ne serez pas surpris si je vous annonce d'entrée qu'en ce moment je me demande si en cette fin de millénaire cette définition est encore valable pour tous les êtres humains (car les femmes sont aussi des «homo sapiens»).

Je croyais, qu'une fois les antagonismes entre l'Est et l'Ouest disparus, à cause de l'échec du communisme, les pays prospères pourraient s'occuper de venir en aide aux pays défavorisés. Le commerce serait devenu florissant car aider les pays en retard aurait pu donner des possibilités de création et des marchés potentiels à conquérir.

J'imaginais aussi que les menaces disparues, tous les importants budgets défensifs auraient diminué et permis de financer des projets d'instruction publique, de recherche, de soutien aux créateurs d'emploi, etc., etc...

Et je ne voyais pas cela seulement au niveau «des autres» je pensais que cela pouvait aussi se produire en Suisse. Quelle rêveuse je fais!

L'«homo sapiens» a pour caractéristique principale de marcher debout... si on le laisse!
Le bâtiment dans lequel je travaille est nettoyé tous les soirs par une équipe d'une dizaine de femmes. Leur employeur est une entreprise liée par des contrats à plusieurs institutions comme la nôtre. Au premier octobre, moment du renouvellement des contrats annuels des nettoyeuses, surprise:

1) sur les dix, uniquement huit contrats sont renouvelés (larmes pour deux d'entre elles);
2) au lieu de trois heures par soir, elles feront le travail en deux heures et
3) au lieu de Fr. 15,50/heure elles auront Fr. 13.–/heure!

Et voila comment on réduit les budgets! Et voilà comment l'«homo sapiens», dans ce cas la femme, ne marche plus debout mais à genoux, car ce ne sont pas ces femmes étrangères, parlant à peine le français et sans moyen de pression qui vont se rebeller!

L'«homo sapiens» possède un langage articulé, qui devrait lui permettre de se faire comprendre...
Dans l'ancienne Yougoslavie, pris un à un, et séparément, tous les hommes et les femmes sont des braves gens. Pourquoi ne pas s'entendre? Je suis d'accord que certains types guerriers bêtes et méchants sont faits sur un modèle international irrécupérable, ce qu'on appelle le chaînon manquant où l'«homo sapiens» a été court-circuité par le «singe égaré» (et c'est insulter les singes de dire cela).

En Somalie les forces de l'ONU (USA majoritaires) font bourde sur bourde, et pourtant sur la communication ils devraient être très forts quand on pense au nombre d'ordinateurs, de fax et TV dont disposent les Etats-Unis. Mais... je suis d'accord que certains types guerriers bêtes et méchants sont faits sur un modèle international irrécupérable, ce qu'on appelle le chaînon manquant où l'«homo sapiens» a été court-circuité par le «singe égaré» (et c'est insulter les singes de dire cela).

Dans l'ancienne URSS, actuellement CIE et bientôt KAOS, ils ont beau parler presque tous le russe, on ne fait pas mieux en matière d'incompréhension. La Russie, la Géorgie, l'Arménie, vont d'escarmouches en batailles et de vengeances en règlements de comptes...

Et,... je suis d'accord que certains types guerriers bêtes et méchants sont faits sur un modèle international irrécupérable, ce qu'on appelle le chaînon manquant où l'«homo sapiens» a été court-circuité par le «singe égaré» (et c'est insulter les singes de dire cela).

Avez-vous remarqué que «le chaînon manquant» est très prolifique et très influent?

Alors, je ne suis plus très sûre que l'«homo sapiens» sache encore se servir du langage articulé.

Et maintenant on arrive au cerveau!
Est-ce que au vu de tout ce qu'on voit, d'entendre tout ce qu'on entend, et sachant ce qu'on ne sait pas encore, on puisse dire que l'«homo sapiens» dispose d'un cerveau?

Le cerveau humain, proportionnellement très gros par rapport à son corps, devrait permettre d'analyser une situation, la comprendre et même de trouver une ou plusieurs solutions.

Et que voit-on? On attend de voir où va le monde...

Pris par le Maelström des informations, une réjouissante pour neuf mauvaises,... on attend: on discute sans fin sur les taxes douanières, on réprimande l'ex-Yougoslavie, on renforce les troupes en Somalie, on laisse se débrouiller les Géorgiens, les Arméniens et les Abkhazes, le Pape rappelle que l'Eglise a la vérité, la Chine essaie une bombe nucléaire. Eltsine contrôle la situation à Moscou après une bataille sanglante et enfin une bonne nouvelle: Arafat et Rabin se sont mis au travail de réconciliation, même s'ils ne veulent plus se donner la main.

Oui, l'«homo sapiens» dispose d'un cerveau, un peu entartré, rouillé à certains endroits, avec des possibilités d'utilisation mal exploitées, comme certains ordinateurs, et qui mérite un meilleur usage.

On peut avoir de bonnes conditions physiques, des outils de communication performants, une intelligence supérieure, si on n'a pas de cœur... on n'est rien.

En tout cas, pas un «homo sapiens»!

«Pas de problème...»



par Gilbert Zbären

Pourtant elle s'était endormie
Facilement
Notre petite chérie
On avait papoté un moment
Puis elle avait glissé
Toute paisible
Pour le voyage de la nuit.

Et puis
Pan... Plein milieu de la nuit
Premier rappel
Avec la goutte d'eau traditionnelle
Quelques caresses...

10 minutes plus tard
Deuxième rappel
Avec les «gadgets qui font dormir»
...
Et depuis ce moment
Les allées et venues
S'étaient succédées
A tel point
Que le plus simple avait été
De se coucher à côté de son lit.
Avec un sac de couchage.
C'était un tantinet dur
Mais cela évitait
Les trajets

Au petit matin
Ajoutant un jour
A ses 3 ans et demi
Toute fraîche... Elle:
«Oh...
Mais tu as dormi
Dans ma chambre.»

Oui tu avais de la peine à dormir
Alors... et puis...

«Ça ne fait rien...
Tu ne m'as pas gênée.!»

!!!
Allons déjeuner...

?

A la découverte de l'Asie

N° 7
1993

le temps de lire



De l'Himalaya aux plaines du Gange 21

La situation du Bangladesh

«Jadis, les inondations venaient comme un petit chat, nous apportaient du limon fertilisant et repartaient quelques jours plus tard. Aujourd'hui, elles arrivent comme un tigre affamé, emmènent tout et ne veulent plus repartir.»
(Un paysan du Bangladesh)
Himal, septembre-octobre 1989.

L'eau source de vie, l'eau calamité

Les eaux du Gange, du Brahmapoutre et de la Meghna sont essentielles à la vie du Bangladesh. Elles permettent l'irrigation et la pêche. Le limon qui se dépose lors des inondations fertilise la terre. Les cours d'eau rafraîchissent et humidifient le climat. Les sédiments apportés par les rivières et les fleuves forment de nouvelles terres.

De tous temps, à côté des crues et inondations annuelles normales, ce pays a connu des calamités naturelles:

«Le Bangladesh est un des pays les plus exposés aux calamités naturelles. Les inondations provoquées par les fleuves peuvent recouvrir le tiers du territoire. Les cyclones soulèvent des vagues de 3 à 6 m de haut, d'autant plus meurtrières que les côtes sont presque au niveau de la mer en marée haute. A 150-250 km à l'intérieur des terres, l'altitude n'atteint guère 10 m.»
Journal de Genève, 11-12 mai 1991

Le Bangladesh est extrêmement sensible aux éléments naturels. Les cours d'eau qui redessinent périodiquement la géographie du pays sortent régulièrement de leur lit. Les Bengali vivent depuis toujours au rythme des alternances entre la sécheresse et les inondations et ont appris à faire face. Ces derniers temps cependant, des inondations d'une ampleur inimaginable ont englouti des villages, des villes et des champs, provoqué la mort de milliers de personnes et causé des dégâts énormes.

Inondations au Bangladesh en 1991

De l'Himalaya aux plaines du Gange 11

Une paysanne prend la parole

Hasta Kumari Nepal habite Basaha, un hameau de trois cents habitants, perché sur le flanc sud de l'Himalaya.
Hasta se souvient bien comment, toute petite encore, elle aidait sa mère à aller chercher du bois de feu, du fourrage pour les bêtes et puis de l'eau – cette eau dont tous avaient tellement besoin.

Hasta ne devait pas aller très loin pour trouver ce qu'il fallait. Une fois par semaine, la fillette accompagnait aussi sa mère et quelques voisines au marché, elles y vendaient du bois de feu. Le petit bénéfice que les femmes retiraient ainsi leur permettait d'acquérir l'indispensable: de l'huile, du sel, du savon, du sucre. Une fois par an, avant le grand festival Dasain, elles achetaient des habits pour tous les membres de la famille.

Maintenant, les choses ont changé. Les forêts ont beaucoup reculé. Hasta Kumari passe tous les jours plusieurs heures à ramasser un peu de bois pour cuire le riz.

Elle doit emmener très loin sa vache et ses deux chèvres pour qu'elles trouvent de quoi brouter. Pendant la saison sèche, lorsqu'il n'y a plus d'herbe, Hasta part en quête de «bauhinia», des arbustes dont les feuilles servent de fourrage.

L'eau, elle aussi, est devenue rare. De mars à juillet, la source est asséchée: un long trajet est nécessaire pour remplir la cruche, le «gagri». Hasta Kumari ne vient pas à bout seule de toutes ces tâches. Elle se fait aider par sa fille Shanti qui, ainsi, ne peut pas aller à l'école.

Quant à son mari et ses deux fils aînés, ils sont partis chercher du travail en plaine. Hasta ne peut pas compter sur leur aide. La vie est décidément devenue plus difficile pour tous.

Hasta Kumari est très inquiète pour l'avenir de ses cinq enfants.

▲ Cette femme népalaise a marché pendant plusieurs heures avec son bébé pour apporter le bois des collines au marché de Katmandou

Comment réussiront-ils à se procurer du bois pour le feu et les constructions? Où trouveront-ils du fourrage pour leurs bêtes, de l'eau en suffisance et un peu d'argent? Comment survivront-ils?

De l'Himalaya aux plaines du Gange

Auteure: Rosemarie Lausselet

Autres titres disponibles dans la série Asie:
Puissances économiques d'Asie
No d'article 1031-3
La Chine entre tradition et modernité
No d'article 1035-1
Peuples et minorités d'Asie
No d'article 1031-1
Mouvements associatifs d'Asie
No d'article 1037-7
Le Moyen-Orient: une terre disputée
No d'article 1035-4
Regards sur l'Inde
No d'article 1027-1
Regards sur l'Inde. Photos
No d'article 1037-8

Illustrations originales: Chanda Shresta, Sharad Ranjit, Sabita Regmi et Birendra Pratap Singh, Katmandou, Népal

ISBN 2-940035-02-4

Apprenons à lire une image satellite

Activités

Prise de vue par satellite:

Avec ses trois milliards d'habitants, l'Asie représente aujourd'hui plus de la moitié de la population de la planète. Le continent joue un rôle déterminant dans l'économie mondiale; par ailleurs les philosophies, les valeurs spirituelles et les médecines asiatiques enrichissent notre culture.

L'Asie est également à la une de l'actualité: les peuples oubliés de l'ex-URSS resurgissent, des femmes et des hommes luttent au Tibet, en Malaisie ou en Birmanie pour la démocratie et les droits humains; au Moyen-Orient des perspectives de paix se dessinent chargées d'espoir et d'incertitudes...

Présenter la complexité et la richesse du continent à des adolescents, tel est le défi auquel s'est attaché le Service Ecole Tiers Monde, appuyé par des auteurs compétents et des enseignants conscients de l'importance de l'éducation au développement. Ce projet passionnant a été rendu possible grâce au soutien financier de la DDA. Utiles pour les enseignants et les parents, les huit dossiers pédagogiques offrent des clés de lecture, des témoignages et de nombreuses suggestions pédagogiques.

Les titres:
De l'Himalaya aux plaines du Gange
Puissance économiques d'Asie
Moyen-Orient, une terre disputée
Mouvements associatifs d'Asie
La Chine entre tradition et modernité (avec cassette)
Regards sur l'Inde
Regards sur l'Inde (Photos de divers photographes dont Benoît Lange et Ashvin Gatha)
Peuples et minorités d'Asie

Les dossiers peuvent être obtenus auprès du:
Service Ecole Tiers Monde
Epinettes 10, 1007 Lausanne
Tél. (021) 617 84 33

au prix de Fr. 12.– (Fr. 19.– pour le dossier accompagné d'une cassette son), port et emballage non compris.

Domaine Public 9.9.93

Faudra-t-il brûler les pauvres ?

Un pont brûle. Les images de nos livres d'écoliers bondissent dans nos mémoires. Une semaine plus tard: 10 millions de francs pleuvent; de quoi reconstruire plus beau qu'avant et même plusieurs ponts. On dit que la cueillette n'est pas tarie.

Lorsqu'il est fait appel à la générosité privée et publique pour les pauvres et les sinistrés, la récolte est beaucoup plus modeste malgré les célébrations qui l'entourent.

Force d'un symbole. Mais le pauvre et le miséreux sont aussi des symboles qui accompagnent les siècles qui ont façonné notre société. Pour eux, on pratiquait l'assistance avec mesure, une once de soupçon et en posant des conditions.

C'est ainsi que s'est mis en place le système de l'aide sociale (on ne parle plus guère d'assistance) qui constitue le dernier filet de la sécurité sociale. Lorsque les droits liés aux branches de la sécurité sociale (par exemple: l'assurance-chômage, ou l'assurance-maladie) sont jugés insuffisants ou s'éteignent, un dernier recours devrait permettre aux nécessiteux de survivre.

Les prestations et aides multiples sont extrêmement diversifiées. Autant de systèmes d'aide sociale que de communes, dit-on presque avec raison. Quelques constats sont mis en évidence dans une étude récente[1].

Les prestations offertes dans les différents cantons sont caractérisées par de très fortes disparités. Ce phénomène est d'ailleurs très marqué au sein d'un même canton. Les clivages entre les zones urbaines et rurales sont particulièrement significatifs. En outre, qui s'en étonnerait par les temps qui courent, le recours à l'aide sociale s'accroît fortement, particulièrement dans les villes.

Misères visibles et misères cachées. Le thème de l'abus accompagne inexorablement l'exercice de la générosité publique et privée. Lisons: «*Le malheureux que nous rencontrons sur notre chemin, qui touche notre cœur, dont la vue nous arrache un sacrifice n'a cependant pas le droit de nous forcer à le secourir. Ce malheureux est un objet sacré. Dans les ingénieuses paraboles du christianisme, c'est peut-être un ange qui s'est caché sous la forme d'un malheureux pour mettre notre vertu à l'épreuve, mais s'il voulait nous contraindre à venir à son secours, nous extorquer ce que nous sommes portés à lui donner, ce ne serait plus un être sacré, ce serait un malfaiteur.*» (Rapport du comité Thiers de janvier 1850)

Pourtant, les mêmes études montrent qu'ils sont fort peu nombreux les pauvres qui font réellement appel aux différentes formes de l'aide sociale. Combien se taisent et supportent leur situation précaire ? Les données actuellement disponibles ne permettent pas d'avancer des chiffres précis. La belle affaire ! On sait qu'il s'agit de la majorité d'entre eux.

Pendant que ces phénomènes se développent sous nos yeux, l'offensive contre la sécurité sociale peaufine ses armes. Ce ne sont plus des banderilles, mais des hallebardes. Une référence est le plus souvent retenue: le minimum vital pour les plus démunis et la privatisation pour les nantis... sous couvert d'incitation à la responsabilité. Voyez les propositions concernant l'assurance-chômage ou les derniers avatars de l'interminable dixième révision de l'AVS qui ont fleuri sous le soleil de la fin août !

On ne met plus au pain sec, mais au minimum vital. A ce rythme, combien seront-ils, dans dix ans, qui navigueront entre les minimums et les seuils, rejetés dans ces zones frontières fluctuantes et administrées dès qu'un malheur les aura frappés ?

On parie sur la résignation du plus grand nombre et le réalisme de tous sans trop se soucier de l'inquiétude et de la souffrance des victimes. On s'est habitué à miser sur leur silence. Certes, il est inutile de jeter les énergies disponibles dans la diffusion d'un alarmisme dont les effets peuvent être imprévisibles. Mais l'infléchissement rampant de la sécurité sociale vers un néo-assistancialisme inavoué exprime une politique irresponsable.

Toutes proportions gardées, et malgré l'ambiguïté de ses intentions, l'initiative de Bismarck donnant le coup d'envoi aux assurances sociales, il y a plus de cent ans, constitue une réponse moins frileuse à une situation de crise. ■

[1] Exposés de Kurt Wyss et François Höplinger, Fonds national suisse de la recherche scientifique, PNR 29, Berne, 1993.

JEAN-PIERRE FRAGNIÈRE

Nouveau Quotidien 7.10.93

Jonas Savimbi reconnaît la validité des élections de septembre 1992

L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA, opposition armée, de Jonas Sawimbi) a décidé de reconnaître «la validité des Accords de Bicesse», signés en mai 1991 au Portugal, et «les résultats des élections des 29 et 30 septembre 1992». Le conflit angolais avait repris après le refus de l'UNITA de reconnaître la victoire électorale du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola, au pouvoir depuis 1975.

La Liberté 4.10.93

25 à 50% des Palestiniens au chômage

De 25 à 50% des Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza sont au chômage et leur revenu par tête ne dépasse pas de 1000 à 2000 dollars, affirme l'Organisation internationale du travail. Ainsi, une organisation d'aide humanitaire dépendant de l'ONU qui avait publié une petite annonce demandant huit éboueurs à Gaza a reçu 11 655 candidatures, soit 10% de la population active de Gaza. Le principal obstacle à l'emploi et au développement économique, souligne le rapport, est l'absence d'entreprises industrielles. AP

La Liberté mercredi 15.9.93

ENDETTEMENT

Les œuvres d'entraide demandent à Stich d'intervenir pour l'Afrique

Le continent noir est bloqué par une dette qui pèse de plus en plus sur le développement. Les organisations d'entraide veulent que Berne intervienne au FMI.

Un demi-milliard de Noirs pèsent autant que sept millions de Suisses. Avec son revenu national égalant celui des quarante Etats au sud du Sahara, notre pays pourrait prendre la tête d'une croisade pour désendetter l'Afrique. C'est ce que demandent les organisations d'entraide, à la veille de la conférence annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, où la Suisse est très écoutée.

Membre depuis un an du directoire des deux institutions, notre délégation joue dans l'ensemble un rôle solidaire avec les pays défavorisés, soulignait hier à Berne la Communauté de travail Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas (CT).

REMBOURSER LES FOLIES

Les peuples noirs doivent rembourser les folies de leurs dictateurs. Sur place, l'aide suisse rencontre une population qui s'enfonce dans l'anéantissement. L'ardoise du continent atteint 180 milliards de dollars; chaque année, le service de la dette coûte 10 milliards, quatre fois plus que les dépenses de santé, écrit la CT au ministre des Finances, Otto Stich, et au président de la Banque nationale, Markus Lusser, qui vont participer à la réunion du FMI et de la BM à Washington, du 26 au 30 septembre.

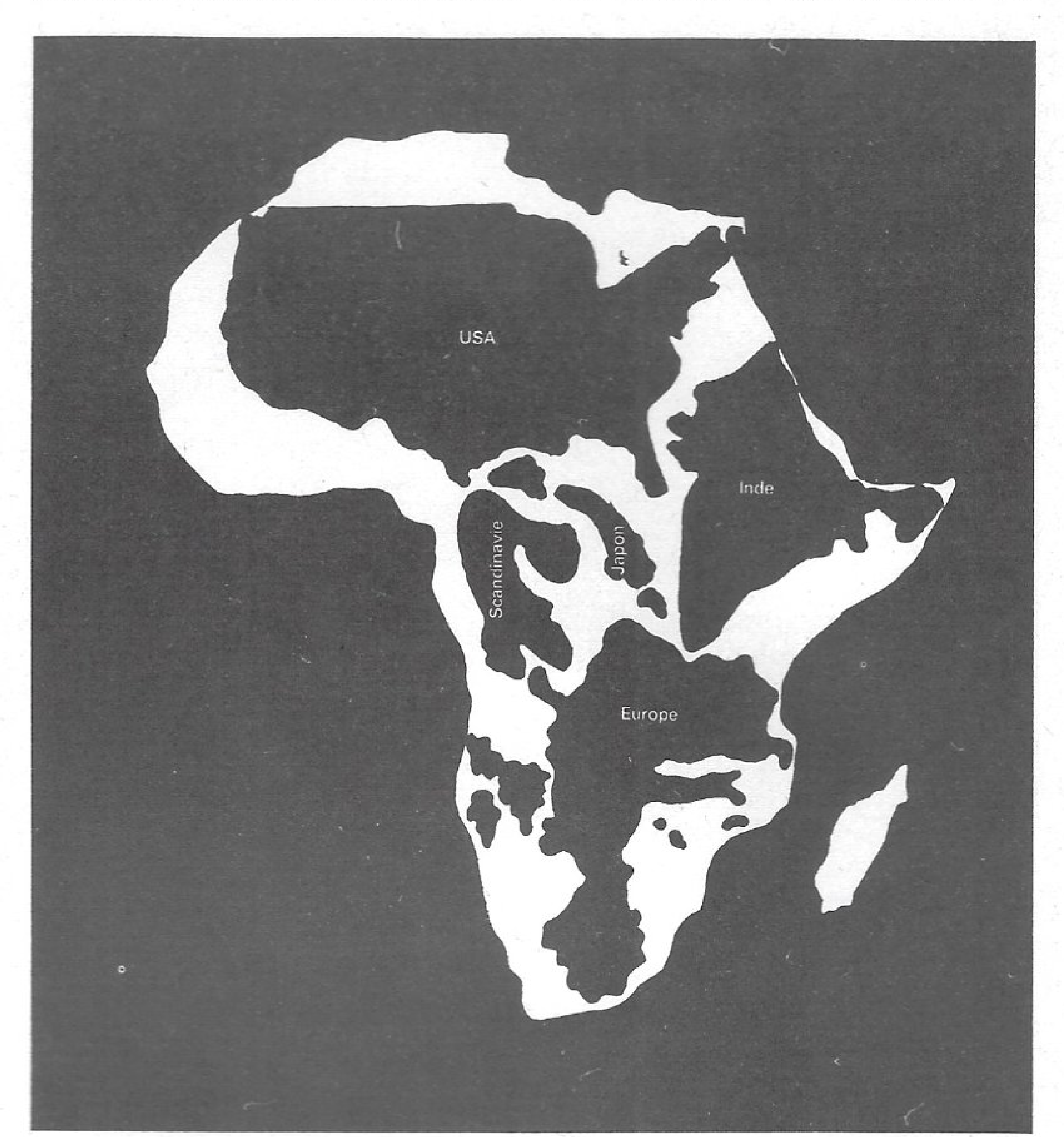
A qui la faute? Aux prêteurs comme aux emprunteurs, estiment Thomas Bürge, président, et Richard Gerster, directeur de la CT. Mais ce qui compte, c'est de donner une chance aux réformes économiques et politiques fragiles que tentent aujourd'hui la plupart des pays africains. Or, les créanciers multilatéraux encaissent plus qu'ils ne versent depuis 1984. Leur appui aux ajustements structurels est donc annulé.

La Suisse est un pionnier du désendettement: 400 millions de francs sont affectés au rachat de créances commerciales des pays les plus pauvres. Son expérience peut encourager d'autres Gouvernements, y compris l'Administration Clinton, à un allègement massif de la dette africaine au Club de Paris. Au sein du FMI, la Suisse doit demander l'émission de nouvelles liquidités internationales (droits de tirages spéciaux) sans intérêts pour effacer les dettes envers les institutions multilatérales.

BILAN POSITIF

Pour Bruno Gurtner, de la CT, le bilan de la première année de la présence helvétique à la BM et au FMI est positif. D'abord, la Suisse, qui parraine un groupe de pays de l'Est avides de crédits, ne joue pas les figurants. Ensuite, le courant passe avec les milieux tiers-mondistes.

Mais il faut aller plus loin, demande Gerster: améliorer la transparence des décisions à Washington, mieux informer le Parlement et l'opinion publique. On devrait s'inspirer des Etats-Unis qui consultent à l'avance les lobbies écologistes sur des projets contestés comme les grands barrages.



«L'Afrique: elle est tout simplement insaisissable» – on peut aussi le dire pour ses dimensions. Cette carte est tirée du programme «Echange culturel du cirque-théâtre Federlos avec la Namibie et le Zimbabwe» (1991).

InfoSud / Daniel Wermus

Le Monde 27.9.93

En visite aux Nations unies

M. Mandela a demandé la levée de toutes les sanctions économiques frappant l'Afrique du Sud

En visite aux Nations unies, vendredi 24 septembre, le président du Congrès national africain (ANC), Nelson Mandela, a confirmé qu'un compromis entre son mouvement et l'extrême droite blanche était possible. Il a également demandé la levée des dernières sanctions économiques qui frappent encore l'Afrique du Sud. Les Etats-Unis et les pays du Commonwealth ont levé les sanctions économiques.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondante

A quelques mois du scrutin qui va les mettre en concurrence directe, le président Frederik De Klerk et son probable successeur, Nelson Mandela, sont venus aux Nations unies pour lancer le même appel : *« Investissez en Afrique du Sud »*. Parlant, vendredi 24 septembre, dans la salle de l'Assemblée générale, Nelson Mandela a demandé la levée des dernières sanctions économiques : *« Nous croyons le moment venu pour que la communauté internationale lève toutes les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. »* Il a formulé cette demande au lendemain de l'adoption par le Parlement sud-africain d'une loi qui donnera à la majorité noire un rôle politique dans ce pays où les premières élections libres multiraciales auront lieu le 27 avril 1994. M. Mandela a cependant demandé le maintien de l'embargo sur les armes, imposé par le Conseil de sécurité en 1977, jusqu'à l'élection d'un gouvernement démocratique.

Evoquant, au cours d'une conférence de presse, les élections d'avril prochain, le président de l'ANC a estimé, en se référant à de récents sondages, que seulement un Blanc sur cinq serait prêt à voter pour le Parti national (NP) de Frederik De Klerk. Le premier maire noir de New-York, David Dinkins, présent au côté de M. Mandela, a annoncé que New-York allait abolir sa législation anti-apartheid.

Cette mesure dégagerait 40 milliards de dollars *« qui pourraient être investis en Afrique du Sud »*, a-t-il déclaré. Répondant à des questions sur la décision du Parlement sud-africain, M. Dinkins a estimé que *« la dernière forme d'esclavage légal au monde »* avait disparu. A Washington, Bill Clinton a invité le Congrès à lever les sanctions économiques encore en vigueur contre Pretoria. Le président a également appelé ses compatriotes à investir en Afrique du Sud. Quelques minutes à peine après le discours de M. Mandela, le Sénat américain a voté à l'unanimité la levée de toutes les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud mises en place en 1986, malgré un veto du président Ronald Reagan. Les sanctions fédérales avaient déjà été levées en juillet. Le Canada et le Commonwealth ont également annoncé qu'ils allaient faire de même.

De son côté, M. De Klerk a rencontré le secrétaire général le l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, jeudi 23 septembre. Il est le premier président sud-africain à se rendre à l'ONU depuis la visite du premier ministre Jan Smuts en 1946. Le siège de l'organisation se trouvait alors encore à San-Francisco. M. De Klerk n'a pas insisté sur la réattribution d'un siège à l'Afrique du Sud : *« Ça viendra, mais, franchement, j'ai d'autres chats à fouetter pour l'instant ! »*, a-t-il dit. L'Afrique du Sud avait été expulsée de l'Assemblée générale en 1974.

AFSANÉ BASSIR POUR

La Liberté 5.10.93

La parole volée

Une petite élève turque de l'école enfantine refuse obstinément de parler. Elle est pourtant souriante, comprend fort bien ce que disent la maîtresse et ses camarades, et participe de très bonne grâce aux autres activités multiples de la classe. Est-ce gêne, peur, honte de faire quelques fautes dans une langue qu'elle ne pratique pas à la maison? Il suffit qu'un camarade se soit moqué d'elle une fois pour que l'armure défensive se soit verrouillée durablement.

Est-ce plutôt – et je pencherais nettement pour cette explication – par fierté, par amour pour sa propre culture qu'elle ne veut pas perdre. Elle a peut-être, inconsciemment, l'impression de trahir quelque chose, de trahir ses parents, son pays en parlant français, qui pour elle, bien évidemment, est la langue de l'étranger. J'ai essayé de l'apprivoiser, dans la brève durée de ma visite de classe. Elle m'adopte très facilement, d'autant plus qu'elle sait bien que je ne suis que très provisoire, une ombre passagère qu'elle ne reverra pas. Alors nous jouons ensemble à une sorte de puzzle d'arithmétique.

Et nous voici tous les deux, dans cet espace extraordinaire, clos sur lui-même, parce que tout occupé par la passion du jeu. Nous sommes sur une île déserte, tout possédés par la recherche intellectuelle intensive. Puis je prends, comme par hasard, la pièce où il y a deux coccinelles et je prononce avec conviction: «Trois».

«Deux!» Elle a presque crié, tellement l'erreur était flagrante et combien j'étais stupide. Et puis, sorte de panique sur son visage. Elle avait manqué à son mutisme, elle avait oublié la consigne farouche qu'elle s'était imposée. Je n'ai manifesté ni étonnement, ni joie. Je l'ai remerciée pour sa correction fraternelle et nous avons continué comme si rien d'exceptionnel ne s'était passé.

Est-ce illusion de ma part? Il m'a semblé que dans son sourire d'adieu, il y avait de la reconnaissance.

Michel Bavaud



N° 7
1993

Dieu dans l'histoire

par Jean-Marie Pasquier

Jean-Marie Pasquier est l'aumônier de FSF. Il a succédé à André Fol. L'équipe de rédaction a le plaisir de l'accueillir comme correspondant régulier.

Au moment de reprendre cette rubrique au titre impressionnant, comment ne pas s'interroger? «Dieu dans l'histoire»: un slogan facile ? Peut-être. Un acte de foi? Sûrement. Même si c'est «pas évident», comme on dit. Ou plutôt parce que ce n'est pas évident... «Bien heureux ceux qui croiront sans avoir vu», disait un certain Jésus à Thomas qui voulait voir et toucher avant de croire.

Combien sommes-nous, modernes Thomas, à réclamer des preuves! Seulement voilà, on ne peut rien «prouver». La Bible le dit: «on ne peut pas voir Dieu». Il était humiliant déjà pour les religieux d'Israël d'entendre les «païens» leur dire en ricanant: «Il est où, votre Dieu?» Que répondre? Où est-il notre Dieu, dans le ciel de Sarajevo, dans l'enfer de Mogadiscio? Comment croire à sa présence dans une histoire où se répètent les violences, où s'accumulent les injustices?

Tout de même, direz-vous, il y a eu la poignée de mains «historique» du 13 septembre, entre Arafat et Rabin. Lequel a lui-même proclamé sa foi au Dieu de la Paix: «shalôm!» et invité tous les peuples à répondre: amen! C'est vrai que nous fûmes heureux, ce jour-là, de pouvoir dire, pour de bon, la prière pour la Réconciliation: «les ennemis enfin se parlent, les adversaires se tendent la main, des peuples qui s'opposaient acceptent de faire ensemble une partie du chemin.» Enfin, la prière était plus qu'une incantation, elle devenait réalité. Et la foi nous faisait encore dire: «c'est à toi, Seigneur que nous le devons, si le désir de s'entendre l'emporte sur la guerre... Nous proclamons que tu ne cesses d'agir et que tu es à l'origine de tout effort vers la paix. Ton Esprit travaille au coeur des hommes...»

C'est notre lecture de croyants. Et les autres? Ils verront dans cet événement le fruit de la ténacité humaine dans la poursuite du dialogue, un pas vers plus d'humanité dans notre monde si souvent inhumain, une victoire des artisans de paix. En toute loyauté, ils pensent n'avoir pas besoin d'en appeler à une force supérieure.

Dieu lui-même ne s'impose pas. Dieu présence et Dieu silence, respectueux de l'homme jusque dans sa non-croyance. Quoi qu'en dise ce chrétien convaincu: «Nier la réalité de Dieu est une absurdité... Sans la foi, sans cette force divine qui nous anime, autant se flinguer tout de suite!» On peut comprendre qu'un homme qui a misé toute sa vie sur Dieu parle ainsi... pour lui-même. Mais les autres , ceux qui n'arrivent pas à croire comme lui? Leur vie n'aurait donc aucun sens, aucune valeur? Combien sont-ils à vivre leur vie d' homme dans la dignité et la justice, avec le courage de la solidarité et la tendresse de l'amour? «Là où est l'amour, là est Dieu», osons-nous chanter.

Dieu dans l'histoire? Oui, mais pas tant dans l'Histoire faite par les grands – ou par ceux qui se réclament de Dieu (Gott mit uns) – que dans l'amour vécu au quotidien par les petits de la terre, y compris ceux qui pensent vivre «sans Dieu», ou hors-la-loi, comme les «publicains et les prostituées» dont Jésus dit qu'ils nous précéderont dans le Royaume.

C'est ce qu'ont découvert des volontaires «sur le terrain», certains assez distants, au départ, de l'institution Eglise, ou même en froid avec un certain «Dieu». Dans un bidonville brésilien: «Les pauvres nous évangélisent, c'est vrai... j'avoue que ce n'est pas le milieu religieux qui m'a fait découvrir l'Amour infini de Dieu, ce sont les pauvres, ceux qui n'ont rien. Avec eux, j'ai pris le temps d'écouter, j'ai appris à «perdre» mon temps. J'ai essayé d'être plutôt que de faire. Lui...» Comme cette femme d'un township sud-africain, qui passe ses journées à cultiver, à chercher du bois, pour nourrir sa grande famille, sans se plaindre. «En fait, c'est vers elle que viennent les voisins quand ils ont un problème, et elle a toujours du temps pour chacun... La tendresse et la vérité que l'on ressent au premier contact avec elle sont nourris à cette foi inébranlable qui est la sienne en Jésus.»

Le manche de votre tournevis ou cet outil en bois léger risquent de compromettre la vie des Penans à Bornéo.



Sur le marché mondial, la Malaisie est un exportateur important de caoutchouc, d'étain, d'huile de palme, de poivre ainsi que de bois tropical (en ce qui concerne le bois tropical, il s'agit du 50% du bois commercialisé dans le monde entier). Ce soi-disant pays du tiers monde bénéficie d'un produit national brut plus élevé que des pays européens tels que l'Irlande du Sud (Eire), la Grèce ou le Portugal. Il est le plus gros importateur d'armes suisses après le Canada (53 millions de francs suisses en 1989).

Les premiers bulldozers ont atteint les territoires des derniers Penans nomades en 1984. Depuis lors, 80 à 90% de leur forêt a été anéantie de manière industrielle et continue à l'être y compris les biosphères/réserves promises.
Dans l'ensemble du Sarawak, plus de 500 indigènes ont été arrêtés depuis 1987 à la suite de boycottages pacifiques. Ils ont été détenus de un jour à neuf mois.
Nous, pays importateurs, constituons de façon indubitable la cause première et le moteur puissant de la destruction des dernières forêts tropicales d'Asie du Sud-Ouest. Dans le cas du Sarawak, nous sommes également responsables des violations des droits de l'homme.

Appel d'un Penan

«Je prie les nobles membres des Gouvernements d'accorder de l'aide à nous, Penans, dans les régions des sources. De même que lorsque le soleil est caché et que la pluie tombe, les arbres et les rochers ne sont pas visibles, nos coeurs ne peuvent pas se réjouir, car c'est la période de la pluie et nous avons froid. Ceci signifie que notre gouvernement ne nous aide pas. Ce que nous, Penans, désirons: un gouvernement qui soit comme un coucher de soleil à midi; alors les faisans argus et les tekehud appellent et les fruits mûrissent. Alors nous regardons tous, de l'enfant à la femme en passant par le vieillard, au-dessus de la montagne de la vallée et de la rivière, avec un coeur réjoui, de la même manière que nous aimons le crépuscule. Ainsi nous voulons toucher vos coeurs et pousser vos rois et ministres à se lever, ceux-là même qui peuvent nous aider. Si l'homme s'en va sans chemise lors d'une forte pluie accompagnée de vent et de brouillard, n'a-t-il pas froid? C'est ainsi que la compagnie détruit notre pays et notre vie. Comment pourrions- nous ne pas nous en faire? Que vous répondez-nous?»

Melai Beluluk (Penan), Long Adang (Sarawak)

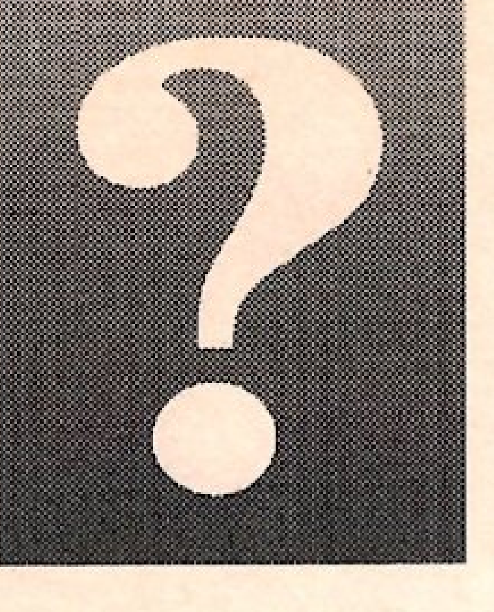
Une longue lutte a commencé

Beaucoup d'indigènes s'inquiètent de la destruction de leurs forêts. Les confrontations entre les groupes Dayaks concernés et les compagnies forestières ne datent pas d'aujourd'hui: elles commencèrent dès les débuts de l'exploitation commerciale du bois. Les indigènes se défendaient notamment par de petites expéditions nocturnes, en subtilisant les clés des bulldozers et des camions ou en détruisant les combustibles.

En septembre 1985, plus d'une douzaine de chefs Penans se réunirent dans le village Kelabit de Long Seridan. Ils rédigèrent une pétition, qu'ils signèrent de leurs empreintes digitales, demandant la cessation immédiate de l'abattage d'arbres ainsi qu'une déclaration officielle faisant de leur territoire une réserve, un espace commun (Communal Forest Reserve). La réunion avait été organisée par un Bâlois de 30 ans, Bruno Manser, qui vivait avec les nomades Penans depuis le milieu de l'année 1984. Un Européen vivant comme au temps des cavernes...: il fit souvent la une des journaux! La presse du monde entier publia des articles sur Bruno Manser et sur le problème des Dayaks; trois longs documentaires furent tournés sur le sujet. C'est assurément grâce à Bruno Manser que la cause des Dayaks a trouvé un écho dans le monde.

Le 19 septembre 1986, une pétition signée par 7000 personnes fut remise à l'ambassadeur de Malaisie en Suisse par le World Widelife Fund for Nature (WWF) et par la Société pour les peuples menacés (SPPM).

Dès le début du mois d'avril 1987, les Dayaks se défendirent de manière plus vigoureuse contre la dévastation des forêts. Ils commencèrent par élever douze barricades de troncs croisés et de chaînes humaines qui empêchaient l'abattage. Sept cents d'entre eux signèrent un mémorandum, lancé par la SAM, qui réclamait la cessation immédiate de l'abattage et la reconnaissance de leurs droits territoriaux. Le mémorandum était adressé au premier ministre de Malaisie, Datuk Seri Dr. Mahatir Mohamad, et au gouverneur de l'Etat du Sarawak, Katuk Patinggi Haji Abdul Taib Mahmud. Pendant la campagne électorale d'avril 1987, un scandale de corruption éclata: des dirigeants politiques et des membres de leurs familles s'étaient arrogé des licences de bûcheronnage sur plusieurs milliers de km². Le gouverneur Taib Mahmud réagit en gelant 25 concessions pour une valeur totale de 9 milliards de dollars US. Ces licences avaient été distribuées par son prédécesseur et rival Tun Rahman à ses amis et parents. Mi-juin 1987, la SAM envoya une délégation de 12 chefs Dayaks à Kuala Lampur, capitale de la Malaisie, où ils rencontrèrent divers ministres et purent exposer leurs revendications à la presse. Peu après, le 9 juillet








1987, une seconde rencontre eut lieu entre des Penans et le premier ministre malais, organisée cette fois par un parlementaire. Les soi-disant Penan se prononcèrent en faveur de l'exploitation forestière au Sarawak et condamnèrent même les revendications des Penan ayant pris part au premier meeting. L'identité de ces Penan invités par le Gouvernement fut contestée par le président de la SAM, S.M. Mohamed Idris, au cours d'un entretien avec la section suisse de la SPPM. A son avis, deux des indigènes seulement étaient de véritables Penans, du reste «achetés» par le Gouvernement.

Les indigènes du Sarawak
Au Sarawak, Etat de la Fédération de Malaisie situé à l'ouest de l'île de Bornéo, vivent – aux côtés des immigrés chinois et malais – 26 tribus indigènes groupées sous le nom de Dayak. Etonnamment, les tribus nomades et les tribus sédentaires se côtoient étroitement et vont parfois jusqu'à se partager la forêt. Certains clans Kayan et Kelabit parlent même de «leurs Penans», ce qui montre à quel point les tribus sont liées. En fait, les chasseurs dépendent des sédentaires autant que les sédentaires des Penan. Ces derniers sont admirablement adaptés aux lois de la forêt tropicale et dominent bien mieux l'art de la chasse et de la cueillette que les Dayaks séden-



taires. Pour obtenir du sel et des outils en fer, les Penans utilisent, comme monnaie d'échange, les produits de la jungle: résines (dammar, gaharu), pierres bezoar, plumes et becs d'oiseaux, etc. Le fer, matériau indispensable aux Penans, leur permet de creuser les sarbacanes, dans du bois extrêmement dur car celles-ci servent également de lances. Les Dayaks, eux, peuvent difficilement se passer de la résine, qu'ils récoltent dans la jungle et qu'ils utilisent pour la construction des bateaux.



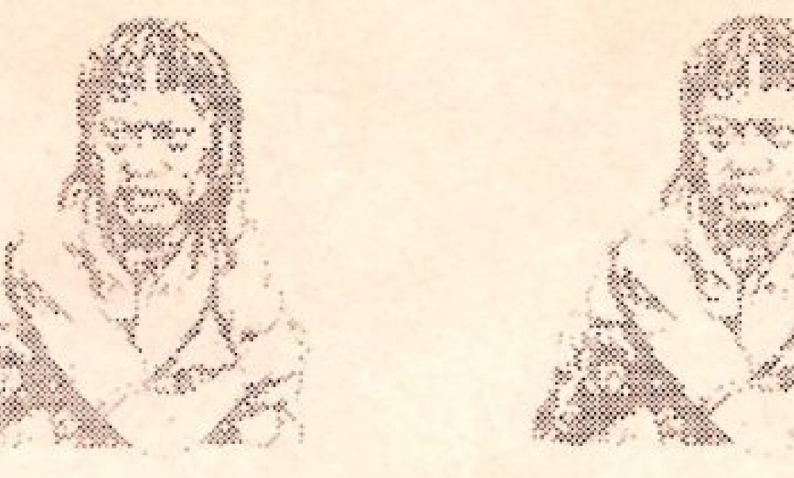
Chefs Penan à Kuala Lumpur, juin 1987.
Photo: Sahabat Alam Malaysi

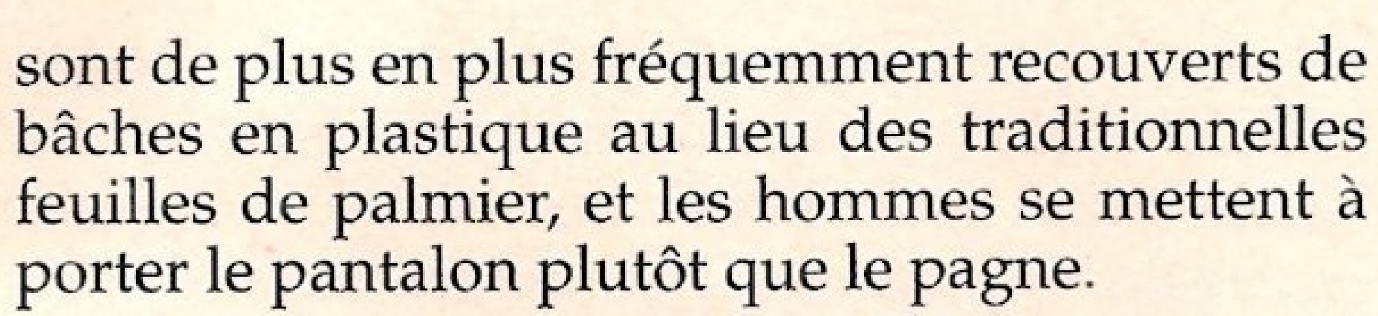
Cette interdépendance économique des tribus explique pourquoi, malgré leurs différences culturelles, elles se côtoient sur les mêmes terres.

Les Penans
Ce sont les derniers hommes vivant en Malaisie que la civilisation n'ait guère touchés jusqu'ici. On estime leur nombre à environ 3000, dont seules quelques centaines sont encore nomades. Contrairement aux autres groupes Dayak du Sarawak, les Penans n'ont jamais été des chasseurs de têtes. Ils nomadisent dans des territoires tribaux bien définis et construisent pour chaque famille une petite hutte, ce en quoi ils se distinguent des autres tribus Dayak qui vivent traditionnellement dans des maisons communes allongées, les «longues maisons». Nomades des forêts tropicales, ils vivent uniquement des produits que leur offre la nature.

Ce style de vie nomade respecte totalement l'équilibre écologique. Lorsque les Penans ont abattu tous les plus vieux palmiers à sagou d'une région, ils partent en chercher d'autres. Après quelques années, ils reviennent au point de départ exploiter les palmiers qui ont vieilli entre-temps. Ils se déplacent également en fonction de la quantité de fruits mûrs (donc aussi de sangliers). Dans l'équilibre écologique de la jungle, une région donnée ne peut nourrir qu'un nombre limité de personnes.

Les Penans mènent des échanges commerciaux avec les tribus sédentaires Dayak (souvent Kayan ou Kelabit) qui vivent à leur proximité. Ils leur vendent principalement de la résine – qu'ils récoltent dans la jungle – et des articles en rotin, en échange de quoi ils reçoivent du sel et, toujours plus souvent, des produits «civilisés» tels qu'habits, woks, torches ou cassettophones. Les toits



sont de plus en plus fréquemment recouverts de bâches en plastique au lieu des traditionnelles feuilles de palmier, et les hommes se mettent à porter le pantalon plutôt que le pagne.

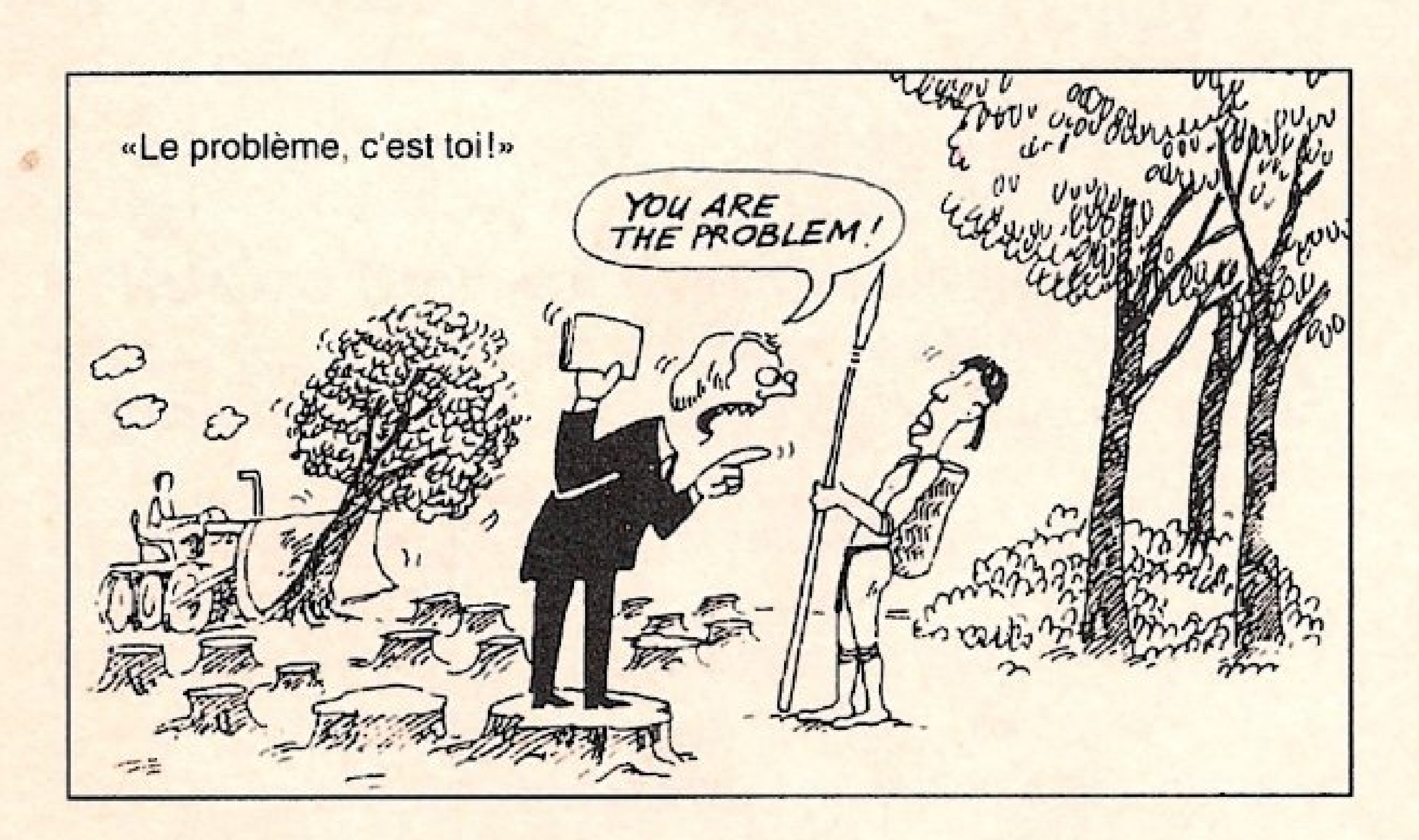
Il est important de préciser ici que l'utilisation de produits de consommation ne change strictement rien au fait que l'existence des Penans dépend totalement d'une forêt tropicale intacte. De par leurs échanges avec les peuplades Dayak traditionnellement sédentaires, ils ont certes connaissance du confort apporté par certains produits de la civilisation comme l'électricité ou la voiture; mais ils préfèrent malgré tout leur vie nomade au monde civilisé.

Vie impossible

En 1985, environ 2700 km² de forêt primaire furent détruits par l'exploitation forestière, c'est-à-dire 7 km² par jour ou 80 m² par seconde, dont 60 km² seulement sont reboisés chaque année, souvent avec des essences non indigènes.

Au Sarawak, on pratique l'abattage sélectif, c'est-à-dire que les gardes forestiers n'autorisent l'abattage d'un arbre que s'il atteint un certain diamètre (60 cm au minimum). Malgré ces limitations, 55-65% de la forêt est détruite au passage des bûcherons. Les troncs géants entraînent les petits arbres dans leur chute; puis les bulldozers servant au transport et à la construction des routes achèvent le saccage... sans compter que les compagnies de bûcheronnage ne respectent souvent pas les règlements et abattent trop d'arbres.

Les Penans nomades ne peuvent pas survivre dans une forêt exploitée par l'abattage sélectif: beaucoup d'animaux sont chassés par les bûcherons, et les arbres à sagou et les arbres fruitiers sont détruits.



Un danger supplémentaire

se profile sous la forme de six projets de barrages hydrauliques. En 1985 fut inauguré celui de Batang-Ai, d'une hauteur de 85 mètres, qui a coûté 526 millions de Ringgit malais (environ 500 millions de francs suisses). Sa production annuelle d'électricité est de 92 millions de megawatts, utilisés surtout par les villes de Kuching et de Sibu. Le lac du barrage a inondé une surface de 90 km², délogeant 3000 Ibans. Le barrage de Bakun,



Chasse à la sarbacane.

actuellement au stade de projet, inondera une surface de 730 km² de forêt sur le cours supérieur du fleuve Rajang et obligera 5000 personnes (Kayans, Kelabits, Ukits et Penans) à quitter leurs terres. Si les barrages d'Urum, de Baleh, de Belaga et de Pelagus voient le jour eux aussi, 15000 autres personnes seront déracinées.

Lors de tels déplacements de population, les indigènes sont intégrés à des projets de plantations étendues où l'on cultive l'hévéa (arbre à caoutchouc), le palmier à huile et le cacaoyer pour l'exportation vers le monde entier. Les nouveaux arrivants reçoivent à crédit une maison, une parcelle à exploiter à leur profit, les amenées d'eau et d'électricité ainsi qu'une somme d'argent liquide, mais ils doivent naturellement rembourser ce crédit. Comme les cultures sont essentiellement destinées à l'exportation, le revenu des indigènes varie avec les prix du marché mondial. Or, le cours du caoutchouc et de l'huile de palmier a baissé ces dernières années... En outre, le système religieux et moral des Dayaks (adat) se base sur la propriété collective; une famille unie vit en autocratie et l'argent n'y a quasi aucun pouvoir. Le déplacement de milliers de personnes provoque l'effondrement de ces structures et rabaisse les indigènes au rang de locataires démunis et dépendants des prix du marché. Dans le cas du barrage de Batang-Ai, les projets de déplacement se sont du reste heurtés à de nombreux obstacles.

En septembre 1989, un document secret atterrit sur le bureau de Survival International à Londres. La







?

SPPM-Suisse en reçut également une copie. Ce rapport avait été rédigé sur ordre du gouvernement du Sarawak, qui avait mandaté les Départements des eaux de forêts, de la santé, du développement ainsi que les Services sociaux pour mener une enquête suite à la première série de barricades de l'été 1987. Le document fut remis au Gouvernement le 10 octobre 1987. Etonnamment, les conclusions et demandes de ce rapport allaient dans le sens des demandes déjà formulées par les organisations luttant pour la protection de l'environnement et pour le respect des droits de l'homme, et demandaient par exemple l'assimilation des régions habitées par les Penans à des réserves-biosphères.

Dans un discours prononcé le 6 février 1990, le Prince Charles d'Angleterre condamna le non-respect des droits de l'homme pour les Yanomamis du Brésil et les Penans du Sarawak, qualifiant ces actes de génocides.

Lors d'une rencontre à Kuching (Sarawak), le 16 et 17 février 1990, les ministres des Etats de l'ASEAN (Association of South-East Asian Nations) et de la Communauté européenne discutèrent des problèmes créés aux Penans par le bûcheronnage. Le délégué malais de l'ASEAN, Datuk Ajit Singh, qualifia de mauvaise farce les menaces de boycottage des bois tropicaux qu'avaient proférées les organisations européennes, américaines et australiennes pour la protection de l'environnement et des droits de l'homme. Les autorités malaises se montrèrent particulièrement indignées par les déclarations du Prince Charles le 6 février 1990.

Le rapport de 200 pages concernant l'enquête sur l'exploitation forestière au Sarawak fut publié à la réunion de l'ITTO (International Timber Trade Organization), tenue du 16 au 23 mai 1990 à Denpasar (Bali, Indonésie). Les trois principales revendications étaient les suivantes:

1. Le Département des eaux et forêts a urgemment besoin d'un supplément d'effectifs, notamment pour pouvoir mieux surveiller les compagnies de bûcheronnage.
2. L'abattage annuel de 13 mio. de m³ doit être réduit à 9,2 mio. de m³. Les forêts de montagne poussant sur des pentes de plus de 60% d'inclinaison ne doivent pas être exploitées.

(suite en bas de p. 13)

Ce que nous pouvons faire

Utiliser le moins de bois tropical possible

Construction: Azobe (Bongossi), Bakirai (Balau), Doussie (Afzelia, Apa), Miangon*

Aménagement de jardins: Azobe (Bongossi), Bakirai (Balau), Doussie (Afzelia, Apa), Ramin*, Iroko*

Fenêtres: Framire, Iroko, Khaya, Lauan, Merbau*, Meranti*, Niangon, Sipo, Teak*

Portes: Khaya, Kolo, Lauan, Limba, Makore, Meranti*, NIangon, Okoume (Gabon), Sapelli, Sipo*

Aménagement d'intérieurs: Abachi, Dibetou (Lovoa), Framire, Koto, Lauan, Limba, Makore, Meranti*, Niangon, Ramin*, Sapelli, Sipo*

Parquets: Iroko, Limba, Niangon, Sapelli, Sipo

Meubles: Abachi, Afrormosia, Dibetou, Iroko, Khaya, Lauan, Limba, Makore, Ramin*, Sapelli, Sipo, Wenge*

**essences en provenance de Malaisie*

Les appellations des essences citées ci-dessus sont celles couramment utilisées dans le commerce. Selon leur provenance, les bois portent cependant bien d'autres noms, ce qui prête souvent à confusion.

Essayer d'influencer les autorités, les partis politiques et les associations pour que l'administration renonce elle aussi à l'utilisation des bois tropicaux. Ecrivez des lettres de lecteur.
Demandez aux magasins de bois de signaler leur provenance.

Téléphoner aux ambassades de Malaisie et du Japon pour demander ce qui a été entrepris pour la protection des forêts tropicales et l 'octroi de droits fonciers aux indigènes. Ambassade de Malaisie:
Berne tél. (031) 25 21 05
Bonn tél. (0228) 37 68 03
Vienne tél. (01) 5051 04 20
Ambassade du Japon:
Berne tél. (031) 24 08 11
Bonn tél. (0228) 50 01
Vienne tél. (01) 50 17 10

Soutenir les organisations qui luttent pour les indigènes et la conservation des forêts tropicales:
Société pour les peuples menacés (Suisse), Sennweg 1, 3012 Berne
Fondation Bruno Manser, Heuberg 25, 4051 Bâle

Pour sauver la forêt tropicale encourager l'exploitation à long terme des forêts primaires afin de maintenir leur «valeur» et par là leur existence même (moins de défrichage par le feu). Il est sensé et nécessaire d'encourager l'exploitation à long terme des forêts secondaires. L'exploitation commerciale des forêts primaires à long terme est impossible si on utilise des bulldozers et des tronçonneuses. 99% du bois tropical sur le marché, provient des forêts primaires et seulement 1% d'exploitation à long terme. Seul les peuples indigènes ont appris durant des milliers d'années à vivre avec la forêt tropicale. Les forêts primaires restantes doivent demeurer inviolées, dans l'intérêt de ceux-ci pour la sauvegarde de la biodiversité et pour la fonction climatique.

Retour

Marie-France Schmitter, de retour le 13 septembre 1993 du Brésil. Elle a terminé son contrat le 13 mai 1993.

De mai 1990 à mai 1993, Marie-France a participé à la formation d'agents de santé, à l'animation sanitaire, avec emploi des plantes médicinales, à Barreirinhas/Maranhao.

Son adresse actuelle: c/o Samuel Schmitter
La Lignière 23
CH-2735 Malleray.

Anne et Georges Emery-Bagnoud et leurs enfants **Thibaut et Nadège** ont quitté Haïti le 21 septembre 1993.

Depuis septembre 1990, Anne s'est occupée de l'enseignement adapté du français et des mathématiques ainsi que de la formation d'enseignants au Collège de Thonoade Hinche. Georges a animé des groupes de paysans et formé des élèves dans le domaine agricole.

Leur adresse actuelle: Valençon
CH-1958 Flanthey/VS.

Naissances

Paul est né le 15 septembre 1993 au foyer de **Nicolas, Catherine et Léo Scyboz-Gaillard**, volontaires FSF à Ebolowa/Cameroun. La famille Scyboz ne pourra pas retourner dans le projet par suite de problèmes de santé de Nicolas. Nous leur souhaitons le meilleur pour ce nouveau membre de la famille et pour un bon rétablissement de Nicolas.

Tobias est né le 16 septembre 1993 dans le foyer d'**Antonio, Flavia, Clara et Laura Trotta Cazarini**, volontaires à Itajuba/MG Brésil.

Leur adresse: Rua José Candido
Pereira 198
Bairro: Estiva Cidade
37500-000 Itajuba – MG Brasil.

Décès

Madame **Maria Bourguet**, décédée le 23 septembre 1993, maman de **Marie-Antoinette Bourguet**, ancienne volontaire en Haïti.

(suite du dossier)

3. Les zones d'eau protégées de la forêt vallonnée de Dipterocarp doivent être élargies et mieux protégées. (Forêt de Dipterocarp: forêt tropicale typique des plaines malaises s'étendant jusqu'aux terres vallonnées.)

La mission de l'ITTO est partie du principe qu'elle n'était pas habilitée à se prononcer sur les questions de droit foncier, laissant cette tâche aux tribunaux malais.

Le 22 mai 1990, dans sa première prise de position, le WWF (International) accusa le rapport de n'apporter qu'une maigre contribution à la recherche d'une solution au problème des droits fonciers et de ne demander qu'une réduction insuffisante de l'abattage annuel (3,8 mio. m^3 = 30%). Le WWF exige une réduction de 60%.

Le 9 juin 1990, les Ibans de douze longues maisons distinctes se réunirent pour construire une barricade contre la société Shin Zang , dans la région de Belingian (district de Bintulu). Une autre barricade fut dressée le 11 juin 1990 par 200 Kenyahs de Long Geng (7e division) contre la société Seriku. Divers Penans de la région de Belaga apportèrent leur soutien à cette action.

Le 25 juin 1990, le tribunal (High Court) de Kuching prononça un jugement qui allait avoir de grandes répercussions par la suite des événements. Il déclara qu'il ne pouvait pas entrer en matière sur le fonds pour les plaintes déposées par les 42 Kayans de Uma Bawang, pour cause de délai de prescription. Les forêts primaires de Uma Bawang ayant été déclarées «Protected Forets» en 1958, le délai de prescription de 3 ans aurait été écoulé en 1961! («Protected Forest» désigne une forêt dans laquelle l'abattage sélectif est autorisé). La résolution du conflit par voie judiciaire semble par conséquent repoussée aux calendes grecques. Ce jugement plongea les Kayans dans une grande consternation. Un recours a été déposé auprès de la «Supreme Court», le tribunal de dernier recours du Sarawak.

***Textes tirés de: Roger Graf**, Bulldozers contre sarbacanes, les Penans, lutte pour la survie du Sarawak (Malaisie).*



Activités BAT (Bourse A Travail)

par Vera Ciceron

Erythrée: une des conséquences de la paix

La paix, enfin la paix en Erythrée, Erythrée indépendante mais complètement dévastée.

Comment aider les gens qui vont devoir, ou pouvoir, y retourner et qui, en Suisse, ont appris à profiter des facilités locales qui n'existent plus, ou pas encore, en Erythrée?

La Bourse A Travail a mis sur pied, à l'instar de ce qui s'est fait au Centre Camille Martin à Genève, un cours d'«Hygiène/Santé», permettant aux femmes erythréennes qui rentreront par la suite dans leur pays, d'avoir un acquis valable, susceptible d'être transmis à d'autres femmes restées en Erythrée.

Commencé le 8 septembre 1993, à raison d'une leçon de deux heures et demi par semaine, ce cours durera environ six mois. L'instructrice, une infirmière connaissant l'Afrique pour y avoir travaillé (dans différents pays) dans le cadre du CICR, s'attache à leur inculquer les connaissances de base en matière de:

- gestes d'urgence et soins en cas de plaies, brûlures, fractures, morsures et hémorragies,
- prévention et traitement de maladies telles que diarrhées, désydratation, parasites, sida,
- soins aux bébés, allaitement maternel, vaccins, etc.

Une interprète assiste l'infirmière afin que toutes les participantes puissent profiter pleinement de ce cours. A chaque séance, une courte pause permet des contacts personnels et des échanges enrichissants.

A la fin du cours, une bande dessinée en Tigrinia (langue de l'Erythrée), élaborée à l'intention des participantes leur permettra de se rappeler, le moment venu, les notions de base acquises.

Le grand intérêt manifesté par les vingt-sept participantes permet d'affirmer qu'elles tireront largement parti de ce cours et qu'elles s'en souviendront avec plaisir.

La loi sur le service civil bientôt enfin sous toit!



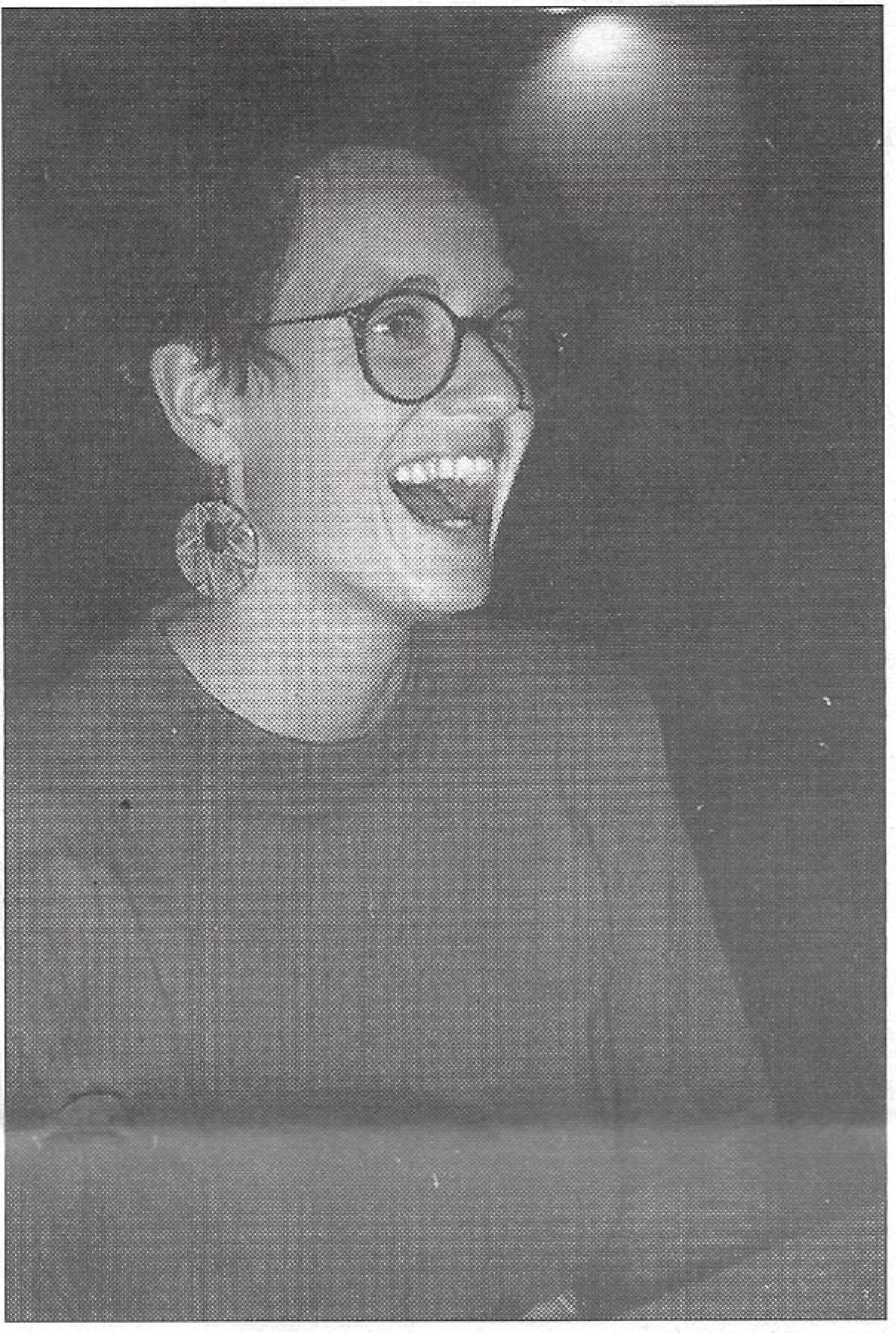
par Jean-Denis Renaud

Cette fois nous entrons dans le vif du sujet! Le projet de loi fédérale sur le service civil nous est parvenu cet été, pour consultation.

Cet événement était attendu déjà par certains depuis... le début du siècle! Plus concrètement le peuple a récemment adopté le principe du service civil en votation populaire par une modification de la Constitution le 17 mai 1992.

L'idée de l'acceptation d'un service, autre que militaire, à la communauté est important du point de vue éthique, religieux et politique, mais c'est aussi un défi posé à Eiréné. Comment avec la loi qui sera sous toît en 1995 (les Chambres en débatteront l'année prochaine) utiliser concrètement les civilistes dans nos réseaux de volontaires d'Eiréné? Le projet de loi actuel ne correspond pas vraiment à ce qui se pratique en Allemagne par exemple et qui a donné lieu à la création du Programme Nord, essentiellement adapté à nos voisins germaniques, même si la France et la Hollande sont sur le point de les rejoindre. De l'imagination et beaucoup de travail seront sans doute les clés de l'internationalisation de ce réseau. Nous aurons certainement l'occasion d'en reparler.

Quand à l'envoi des plus jeunes dans le tiers monde au moment où la moyenne d'âge et la qualification des volontaires ne cesse de s'élever pour des raisons souvent légitimes, il ne va pas sans poser de sérieuses questions sur les structures d'accueil et l'utilité de cette option pour nos partenaires du Sud. Ici aussi, affaire à suivre.



Karin Klenk, responsable du Programme Nord anglophone (USA, Irlande du Nord, République d'Irlande) se réjouit d'accueillir les civilistes suisses!
Photo: Jean-Denis Renaud.

Postes à pourvoir

Tchad:
Administrateur/trice ou gestionnaire pour l'organisation et la structuration de petites et moyennes entreprises.
Compétences: il est souhaitable d'avoir une expérience de vie et de travail en Afrique, une expérience de travail avec des personnes handicapées physiques.

Coordinateur/trice à N'Djamena, pour l'accompagnement des volontaires d'EIRENE et pour l'exécution des projets soutenus par EIRENE au Tchad.
Compétences: expérience professionnelle avec spécialisation dans l'administration, la gestion, dans l'aide au développement ou la coopération internationale; expérience de travail en équipe, expérience professionnelle dans un pays en voie de développement.

Nicaragua:
Coordinateur/trice pour l'accompagnement des volontaires d'EIRENE et pour l'exécution des projets soutenus par EIRENE au Nicaragua.
Compétences: expérience professionnelle avec spécialisation dans l'administration, dans l'aide au développement ou la coopération internationale, expérience de travail en équipe, expérience professionnelle dans un pays en voie de développement. Bonne connaissance de l'espagnol.



L'équipe a le plaisir de publier ci-après les messages d'adieu de François Cordonier (président sortant) et de Bernard Leemann (caissier sortant) de FSF

De François Cordonier à l'assemblée générale de FSF au Bouveret, 13 juin 1993.

Après 20 ans d'activité, 19 rapports jusqu'à ce jour, je n'ai pas grand-chose à ajouter à ce qui a été dit, sinon de me répéter. Aussi pour ce vingtième et dernier rapport, il m'a paru de circonstance d'évoquer quelques étapes du mouvement et de notre engagement à FSF.

A la recherche d'une possibilité d'exercer une activité en Afrique, dans le cadre de la mission, j'ai rencontré il y a 35 ans, en 1958, les fondateurs de FSF, Monsieur et Madame Pierre Duc, Guy et Jeanine Balet et le Père Aebi. Ils me proposèrent un départ pour Madagascar afin de reconstruire les bâtiments d'une mission détruite par un cyclone. Mon choix s'est finalement porté pour un engagement avec le MIJARC (YAC-Internationale) pour une mission de formation et promotion des jeunes paysans tchadiens. Certains seront surpris d'apprendre que bien qu'étant un ancien volontaire, je ne suis pas un ancien FSF. Toutefois c'est dès le début que j'ai connu FSF, puis collaboré à l'Epoque-Information-Missionnaires pour laïcs, comme animateur du Centre régional du Valais et ce à partir de 1973 au comité comme président.

Participer à l'activité de FSF fut un privilège; il m'a été possible de suivre et de vivre intensément l'actualité, car notre objectif était bien dès le départ, un engagement pour un développement solidaire en Suisse et outre-mer.

Il est bon de rappeler la folle espérance des années 60, au niveau des Etats, l'indépendance de nombreux pays africains. L'engagement de John Kennedy et des organisations des Nations Unies, FAO, UNESCO, OMS, BIT, etc. d'engager une lutte afin que disparaisse des fléaux de l'humanité que sont la faim, les grandes endémies, la ségrégation raciale.

Espérance et changement aussi dans l'Eglise avec Vatican II. Le développement, fait partie de la mission de l'Eglise – pour y parvenir, une décentralisation et une plus grande autonomie des Eglises locales étaient à l'ordre du jour.

L'oecuménisme – avec des journées de formation à Taizé – et la fondation du journal Interrogation. A cette époque il y avait un délégué de GVOM au comité FSF et réciproquement un délégué FSF chez GVOM. Une fusion des deux mouvements fut même envisagée. Quant aux volontaires, ils étaient plus d'une centaine dans les projets les plus divers, alors que dans l'opinion publique, même au sein du parlement, l'aide publique au développement était très modeste et contestée.

FSF et les autres organisations ONG ont joué un rôle important dans la modification de l'opinion publique, en faveur de l'aide publique au développement, plus guère contestée aujourd'hui.

La contestation violente de mai 1968 a influencé nos interrogations, nos débats. La Suisse est le pays le plus riche du monde, d'où le slogan de FSF et de GVOM. « C'est le partage qui est sous-développé».

Le mouvement s'est modifié:

- tentative de fonctionner avec la «non directivité»
- Autogestion des centres régionaux avec une plus grande autonomie quant à l'organisation et aux programmes.
- Une plus grande participation des volontaires aux choix des projets retenus par le comité que davantage de départs pour l'Amérique latine.
- L'engagement du mouvement et des anciens volontaires en Suisse est plus marquée:
  - En faveur de l'initiative «être solidaire»
  - En faveur d'un statut service civil pour les objecteurs de conscience
  - Pour le droit d'asile
  - Interpellation des banques sur leur engagement en Afrique du Sud.

Le statut financier du volontaire s'améliore, pour répondre aux besoins de volontaires mariés avec enfants et prolongeant leur contrat. FSF étant considéré par la loi comme seul employeur des volontaires, il a été nécessaire de réviser notre contrat d'engagement.

La participation financière des responsables de projets aux frais des volontaires, logement, indemnité de vie diminue; elle disparaît dans de nombreux projets.

Nos activités furent l'objet d'évaluations par des personnes ou organismes extérieurs. Au sein du mouvement une réflexion se poursuit sur le volontariat et l'auto-promotion.

Aujourd'hui nous devons bien constater que malgré la fin de la guerre froide ce n'est pas la joie. Nous espérions qu'une partie des folles dépenses d'armement puisse être mise à disposition pour le développement. Plus qu'une affaire de développement n'est-il pas davantage une volonté culturelle et politique, en tout premier lieu, des autorités et des populations concernées.

Nous avons notre contribution à y apporter pour que cette prise de conscience puisse se faire.

En Suisse et dans les pays industrialisés le chômage s'installe durablement. Pour «sauver les entreprises» des pressions de plus en plus fortes se font pour que l'Etat laisse s'installer un libéralisme économique dur où la concurrence est érigée «en dogme». Pour avoir «droit de cité» il faut être fort performant. Malheur aux fables. La relance économique pour une augmentation de la consommation dans les pays in-

dustrialisés, préconisée par les leaders de l'économie n'a pas d'avenir, car elle se heurte à la protection de l'environnement et à l'épuisement des ressources naturelles. Le gâteau étant devenu plus petit, il va falloir se le répartir plus équitablement.

Or, pour l'instant, nous constatons que ce sont les plus faibles qui trinquent. Nos ressources financières n'augmentent plus – elles se réduisent même – il nous faudra toujours mieux les utiliser. Il est encourageant de constater que malgré la crise la collecte de l'Action de Carême n'a pas diminuée et que l'action Max Havelar rencontre un grand succès grâce à une bonne information, à un produit de qualité. Cette action nécessite toute notre attention, car elle propose, aux consommateurs de payer le juste prix – le prix équitable pour le café. Pourquoi pas pour tous les biens et dans tous les pays.

Au terme de mon mandat, il m'est agréable de vous remercier, car FSF a contribué à me rendre plus heureux. Je pense en ce moment à l'équipe du secrétariat, au comité qui, en cette période délicate de transition, ont et auront à résoudre des problèmes difficiles, notamment celui de la révision du contrat d'engagement, et des négociations délicates, souvent douloureuses lors de ruptures de contrat.

J'aime à me souvenir des anciens secrétaires généraux: à Paul Jubin, une personnalité du développement solidaire au rayonnement Sans Frontières; à Françoise et Bernard Bavaud, qui, comme candidats, ont rencontré des réticences des évêques romands. Le comité et l'assemblée générale ont affirmé leur responsabilité en les nommant. Je retiens de leur passage au secrétariat entre autre, qu'une saine utopie est facteur d'enthousiasme et de progrès.

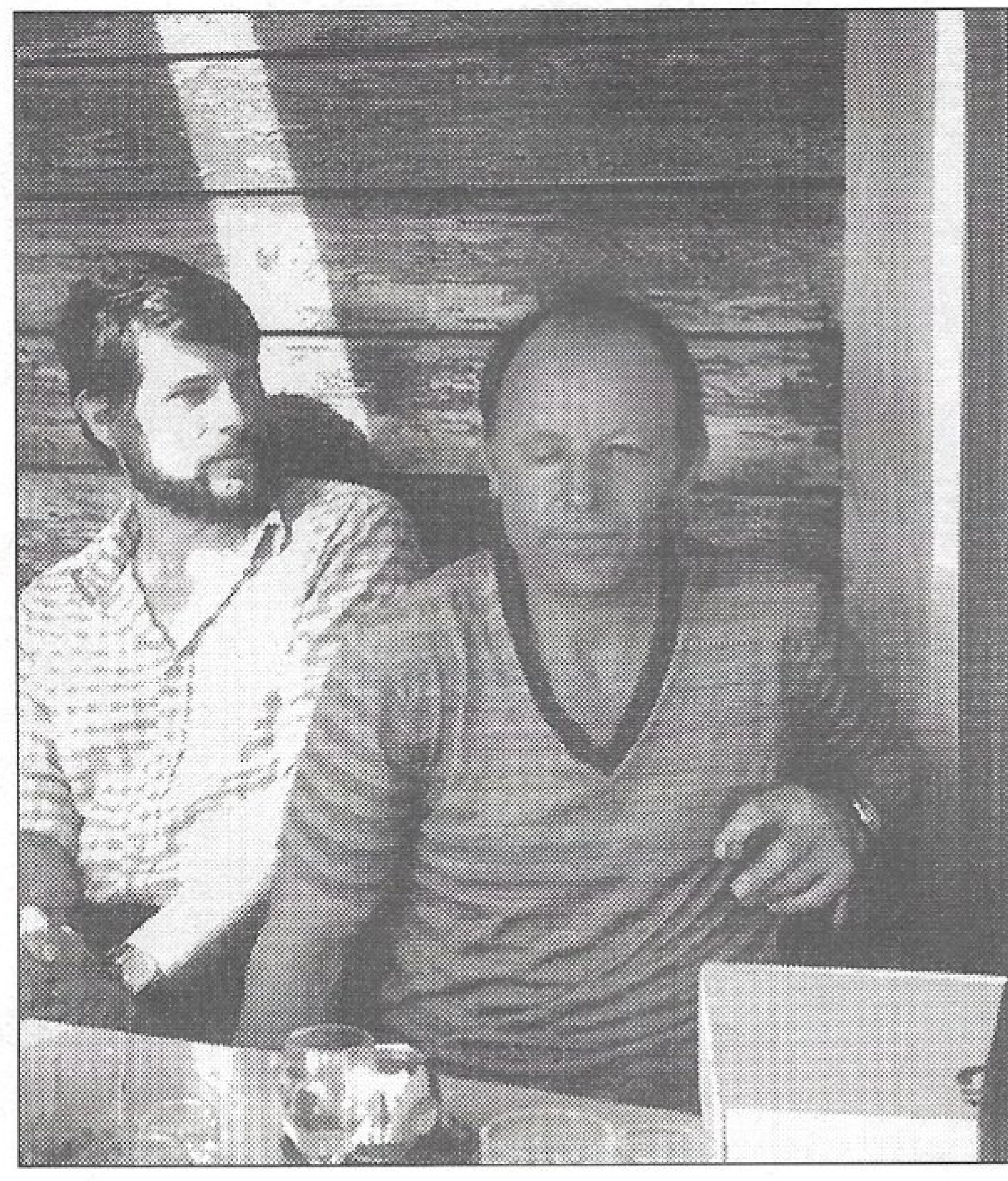
Guy et Jeanine m'ont accompagné tout au long de ces vingt ans; quels merveilleux compagnons! Je me souviens aussi de tous les anciens aumôniers et membres du comité. A vous tous merci et bonne route!

De Bernard Leeman

«La chose la plus importante pour devenir un homme, c'est une voix, à peine audible, à laquelle des millions de gens ne croient plus . Au fond de ceux qui sont encore vivants, cette voix dit «Je peux». Si au fond de moi il y a le feu, dehors il y aura toujours le bois».

Cette citation parue dans un bulletin Interrogation de je ne sais quelle année résume mon engagement comme caissier FSF en 1980: ce n'était ni prévu, ni envisagé. Pourtant, après volontaire, animateur du centre VS, il restait encore quelques facettes à découvrir...

Le travail en lui-même ne devait pas être si différent que celui que j'accomplissais durant ma



Bernard Leeman et François Cordonier *Photo: B.G.*

journée de travail. J'ai pourtant dit oui, car je pouvais rendre ce service à FSF. D'autre part, cette expérience devait me permettre de découvrir la place de l'argent dans le fonctionnement d'un organisme de développement et chrétien de surcroît.

J'ai trouvé intéressant cette situation de pont entre la multitude des pauvres dont nous recevions l'écho au comité, par les volontaires sur le terrain, et le monde des affaires, des nantis, dans lequel nous vivons. Ce décalage n'était pas facile à vivre. Mais sans fausse culpabilisation, il résonnait comme l'appel à une solidarité nécessaire. Une gestion rigoureuse ici des biens confiés, la sollicitation de taux préférentiels ou de rabais, des travaux gratuits ne pouvaient se concevoir que dans cette perspective de partage avec le Sud.

Il a fallu interroger les banques sur la destination des placements, et risquer la cohérence entre notre comportement vis-à-vis de l 'argent et de notre identité de chrétien.

La gestion des biens demande une grande attention; budget et examen en conscience de nos ressources, notre consommation, notre style de vie, notre épargne et nos dépenses vont de pair. L'argent n'est qu'un outil, une énergie au service de construction de la vie.

Dans ce cadre-là, la gestion saine qui permet de répondre aux besoins présents sans compromettre les lendemains tient de l'équilibrisme entre prudence, générosité, sagesse et partage. Le balancier m'a permis de ne pas tomber, je me suis même entraîné dur pour les cas pratiques de chaque jour.



Pour une nouvelle analyse des projets de développement

N° 7
1993

par Grégoire Métral, géographe, FSF-Genève

lettre d'outre-mer

En avril dernier, un article paru dans les Cahiers de géographie du Québec a retenu notre attention pour l'intérêt qu'il soulève quant à la problématique du développement. En voici un compte-rendu suivi de quelques commentaires.

Dans cet article dense et précis[1], Yao Assogba (de l'Université de Québec à Hull) nous propose une réflexion concernant l'échec de certains projets de développement. Entre les années 50 et le début des années 80, si cet échec a pu être interprété comme la «résistance au changement» ou «l'attachement aux traditions séculaires» des populations africaines, Y. Assogba suggère une analyse différente, fondée sur le «paradigme des effets pervers».

Qu'est-ce à dire? Y. Assogba se propose de remplacer la rationalité de l'homo oeconomicus, utilisée dans l'analyse déterministe des projets de développement, par la rationalité de l'homo sociologicus: un acteur qui ne serait pas parfaitement rationnel en termes économiques seulement, mais qui inclurait dans sa pratique des éléments d'ordre social. Et de citer M.-C. Guéneau: «Si un paysan fait primer la rationalité économique, il perdra les services rendus par ailleurs par la société; par exemple, à la saison des cultures, il n'aura personne dans son champ». Le chercheur doit donc «essayer de trouver non pas une rationalité ou une logique, mais une multi-rationalité ou une multi-logique» des populations locales.

Yao Assogba fait suivre l'explication de plusieurs projets de développements s'étant soldés par un échec selon sa grille d'analyse, en mettant en lumière la méconnaissance préalable des réalités locales de la part des intervenants. Il présente ensuite le cas d'un projet «réussi» au Mali, qui a pu être intégré par les paysans grâce à une bonne connaissance du terrain et à l'implication de tous dans le projet: hommes, femmes et enfants.

Pour conclure, il relève que les «acteurs sociaux sont à la fois des homo sociologicus, homo ideologicus et homo oeconomicus, qui agissent de manière à s'adapter à leurs réalités sociales». Une bonne connaissance des réalités et des logiques sociales, économiques ou techniques des populations permettrait d'éviter bon nombre d'échecs.

Commentaires

Au premier abord, un article comme celui-ci nous laisse encore plus perplexes en ce qui concerne l'aide qu'apportent les «intervenants»: l'efficacité d'un projet n'est-elle mesurée que par son degré d'appropriation par la population locale? Doit-on considérer la réalité du tiers monde comme un laboratoire dont il faut connaître parfaitement les mécanismes avant d'agir? Au nom de quoi agit-on? Pour quel développement?

Petit à petit, l'auteur nous permet de mieux cerner son propos par de nombreux exemples de projets de développement. Son analyse selon le paradigme interactionniste nous paraît très intéressante, et pourrait selon nous être avantageusement complétée par une analyse qui intégrerait plus complètement la réalité. En effet, à diverses échelles de temps et d'espace, les relations qui peuvent amener le succès ou l'échec d'un projet impliquent une série d'acteurs, qui tous participent à sa réalisation. Il s'agirait donc de dépasser la simple compréhension des structures et des logiques sociales de «là-bas» pour y intégrer nos structures et nos logiques, ainsi que les dynamiques qui résultent de la rencontre de celles-ci et celles-là. Car dans ce cas, la résultante de l'interaction des divers acteurs est bien supérieure à la simple addition de leurs actions.

On pourrait aller encore plus loin et intégrer à l'analyse non seulement les réalités sociales des populations bénéficiaires, mais également les motivations de ceux qui conçoivent le projet (responsables d'ONG locales, voire missionnaires ou religieux européens). Dès lors , quelle est la volonté sous-jacente de développement des intervenants? Ne faut-il pas étendre le paradigme interactionniste dans ce contexte social particulier que constituent les ONG d'aide au développement dans nos pays?

C'est d'ailleurs bien le sens de l'orientation qu'a prise FSF depuis plusieurs années, et les analyses critiques de l'aide au développement semblent ici avoir déjà porté leurs fruits: contacts préalables avec les populations pour déterminer l'orientation à donner au projet, travail direct avec les ONG locales, évaluation de l'impact des réalisations sur le terrain, etc.

On continue cependant à considérer le tiers monde comme un laboratoire: on y fait des analyses pour mieux comprendre comment y appliquer les remèdes. S'il est vrai que la compréhension préalable du terrain est fondamentale pour «maximiser les chances de succès des projets de développement», elle devrait l'être tout autant pour que l'on agisse aussi chez nous pour changer les réalités de «là-bas»!

---

1) Yao ASSOGBA, «Entre la rationalité des intervenants et la rationalité des populations bénéficiaires: l'échec des projets en Afrique noire», in: Cahiers de Géographie du Québec, Volume 37, no 100, avril 1993, pages 49-66. Résumé, mots-clés, 25 références bibliographiques.



Jacqueline Bornand, rentrée de Salvador-Bahia en avril 93, d'un engagement FSF de 6 ans au Brésil, après un premier contrat en Centrafrique.

Bien chers tous,

Depuis ma dernière circulaire, beaucoup de choses se sont passées à la Colline de la Paix et c'est avec joie que je viens partager avec vous nos petites victoires.

L'évidence quotidienne d'un peuple qui n'a pas de conditions humaines dignes, des centaines de familles sans eau, sans électricité, sans système sanitaire de base et une faim dramatique, tout cela pourrait nous plonger dans une immense détresse mais... les valeurs essentielles comme la solidarité, les relations, la communion à la souffrance de l'autre, la foi et l'espérance sont encore plus fortes. Ce peuple est courageux et souriant, ce peuple a confiance au-delà de l'impossible et c'est sa force.

Dans le sens de l'efficacité, je ne fais pas des merveilles, heureusement les statistiques n'existent pas ici! ma mission est davantage une présence, être là tous les jours, marcher dans les chemins terreux ou dans la boue, sous une pluie torrentielle ou sous un soleil de plomb, prendre le temps de s'asseoir, savoir «perdre mon temps» pour écouter ce que le pauvre a besoin de me dire, et prier avec tous ces assoiffés de justice. C'est une belle mission, je suis une privilégiée de vivre au milieu de cette simplicité, au milieu de ces rejetés au coeur pourtant tellement riche.

Depuis deux ans, nous avons tout de même bien travaillé puisque toutes les ordures, les montagnes d'ordures n'existent plus. Il a fallu aussi l'aide du service public de la voirie, un tracteur et des camions. Quant à nous, nous n'avons pas perdu patience et nous n'avons pas ménagé nos efforts et nos voyages en brouette pour assainir cette colline. De temps en temps, il y a quelques réfractaires qui continuent à souiller nos chemins aux beaux noms de «chemin de l'espérance» ou «chemin de la joie», mais très vite les enfants m'appellent et nous faisons ensemble une opération propreté.

Je vais partager maintenant avec vous un événement qui m'a affectée mais qui heureusement s'est bien terminé.

Un jour, une maman me dit: «Alexandre n'est pas revenu à la maison!». Elle m'explique que comme chaque dimanche, il est parti pour vendre des cacahuètes sur la plage mais ce soir-là il n'était pas revenu. Les voisins se sont réunis puis durant quelques jours nous avons essayé de savoir où il était. Quelqu'un l'avait aperçu près d'une fête foraine, ce fut la première lueur d'espoir. Je me suis bien renseignée sur le lieu et j'y suis allée. J'ai rencontré une bande d'adolescents, des gosses de la rue. Ils ont été très gentils, me disant connaître Alexandre mais qu'il ne voulait pas rentrer à la maison car on lui avait volé l'argent des cacahuètes et il avait peur d'être battu. Je suis retournée chez lui, sa maman était là mais le père absent. J'ai attendu, attendu... puis nous avons conversé jusqu'à ce que j'obtienne d'eux la promesse de ne pas battre Alexandre si je le ramenais. Tout cela a duré longtemps jusqu'au jour où luimême avait disparu de la fête foraine, on ne savait plus où il était! Puis la maman a porté plainte dès qu'elle a su qu'on «l'utilisait» en échange d'un toit bien misérable. Lorsqu'on a localisé la case, perdue dans un trou au milieu des bananiers, j'ai pris mon courage à deux mains pour aller remettre une convocation du juge, en espérant ramener Alexandre.

Il n'était pas là et de toute façon ne voulait pas se montrer de peur des coups qu'il allait recevoir.

J'ai pu assurer à cette «gardienne» que personne ne le battrait, qu'il vienne au monastère et que je rentrerai avec lui chez ses parents. Des jours ont encore passés, imaginez notre angoisse et le drame des parents...

Un jour, on m'appelle à la porterie: – Jacqueline, Alexandre te demande. Mon sang n'a fait qu'un tour! J'ai revu Alexandre, nous sommes tombés dans les bras l'un de l'autre, il paraissait sortir d'un autre monde, sale et déchiré, des yeux superbes mais une tristesse indescriptible dans son regard. Nous avons pleuré ensemble sans rien dire...

Le monastère l'a accueilli pour prendre une douche, lui a offert une savonnette parfumée et une grande serviette de bain, un bermuda, un polo et des chaussures de tennis. Avec tout ça, un bon repas, Alexandre était transformé. Imaginez notre joie et celle de sa fa mille après un mois d'absence. Maintenant il travaille pour aider sa maman et je l'ai inscrit à l'école pour la prochaine rentrée scolaire.

Je le revois souvent à la Colline de la Paix, sa maman enceinte va donner naissance très prochainement à une petite fille dont le nom sera... Jacqueline. Un enfant est un trésor et jamais nous ne devons accepter que ces petits soient maltraités, exploités, déchirés. L'enfant, c'est le présent d'un monde meilleur, c'est la vie dans toute sa plénitude, faisons tout pour que l'enfant aie sa place sur notre belle terre!

Mon amour, c'est la seule chose que je peux donner à ce peuple qui m'aime...

L'apartheid mort?
Demandez à celles qui donnent vie!

?

N° 7
1993

tranches de vie

Vera, volontaire FSF en Afrique du Sud depuis octobre 1988.

Nobuntu habite au Cap, dans le grand township appelé Khayelitsha («nouveau foyer»!). Le camp de squatters où elle réside est tout au bout du township, juste au bord de l'Océan indien et de ses terribles tempêtes de sable. Nous sommes amies, et son histoire récente montre combien l'apartheid reste bien vivant au quotidien. Nobuntu, 32 ans, a quatre enfants; sa famille est très unie, mais ils sont très pauvres. Son mari travaille, mais gagne peu. Octobre 1992: ce qu'elle ne souhaitait plus arriva: Nobuntu est enceinte. Angoisse, peur de l'avenir. «Nous n'arrivons pas à joindre les deux bouts, comment pourrons-nous élever et éduquer encore un enfant?»
Petit à petit la réalité est acceptée, on aime de plus en plus l'enfant à naître, on l'attend.

Quelques mois plus tard...
Un jeudi matin, les premières douleurs de la naissance se font sentir. Nobuntu, qui n'en est pas à son premier accouchement ne panique pas et attend à la maison aussi longtemps que possible.
Khayelitsha a près d'un million d'habitants, mais pas d'hôpital. Il y a quelques cliniques de jour, et une maternité ouverte jour et nuit. Une maternité où les femmes sont parfois à deux par lit, où les soins laissent beaucoup à désirer, et où il arrive que des bébés naissent par terre.
Il n'y a pas de place pour elle ce soir-là. Elle doit donc se rendre à la prochaine maternité pour «pauvres», à trente kilomètres de là, au pied de la Montagne de la Table. Il se trouve que c'est à cinq minutes à pied de mon logement.
Vendredi soir: une amie de Nobuntu me téléphone d'une cabine pour m'annoncer la bonne nouvelle. Je me précipite et trouve une femme sereine et heureuse, tenant dans ses bras un superbe petit garçon. Elle n'avait pas encore eu de visite, car la distance à parcourir et les heures de visites du soir rendent les visites du township presque impossibles et en tout cas dangereuses. Elle me dit qu'elle allait se faire stériliser le lendemain.
Samedi soir: Je retourne la voir avec Marie-Claire, une amie française qui travaille aussi à Khayelitsha et qui connaît Nobuntu.
La douleur post-opératoire se lit sur le visage de notre amie. Quelle ne fut pas notre surprise lorsqu'elle nous annonce qu'elle allait rentrer chez elle le lendemain dimanche, marcher de la maternité à la station de bus ou de taxis, avec son bébé, son sac et sa douleur.
Marie-Claire et moi décidons de ramener Nobuntu chez elle en voiture.
Mais c'est plus facile à dire qu'à faire, car en ce moment... les Blancs/ches sont interdits d'entrée dans le township à cause de la vague de violence qui déchire le pays, et où les jeunes ont décidé de cibler les non-résidents du township pour exprimer leur colère et faire pression sur le gouvernement.
Faut-il aider Nobuntu ou respecter la consigne?
Si nous décidons d'y aller, quels sont les risques pour nous, mais surtout, quels sont les risques pour Nobuntu et sa famille (s'ils sont associés à des Blancs)?
Discussion avec des amis du township, avec Nobuntu, réflexion, prière: nous décidons alors d'y aller, empruntant une route, qui au prix d'un immense détour, nous permet d'arriver chez Nobuntu par le côté mer, sans traverser le township. Elle dormait dans la voiture, épuisée. Sa petite maison en tôle est tout près de l'entrée du township.
Quel réconfort que de voir la joie des gens en la voyant, mais aussi en nous voyant après une si longue absence.
Nobuntu s'installe et s'allonge, la famille est heureuse, maman et bébé sont à la maison.
Quant à nous, nous reprenons la route rapidement, et rentrons à la maison.
Ouf, tout s'est bien passé, mais que de détours, de tensions, de calculs, de souffrances morales, d'injustice autour de deux gestes si normaux et si beaux de la vie: donner naissance à un enfant et ramener une jeune mère chez elle après l'accouchement.
Non, l'apartheid n'est pas mort. Il est bien réel, demandez aux femmes noires qui donnent la vie.

RÉDACTION
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580-2

FSF
Frères sans frontières
Case postale 129
CH-1709 Fribourg
CCP 17-7786-4

GVOM
« La Joliette »
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968-7

ÉIRÉNÉ
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046-2

Changement d'adresse
prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Composition/impression:
Imprimerie Glasson SA – Rue de la Léchère 10 – CH-1630 Bulle